

**Deloitte.**

Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3<sup>ème</sup> étage  
La Marina - Casablanca  
Maroc

**mazars**

101, Boulevard Abdelmoumen  
Casablanca  
Maroc

**GROUPE CDG CAPITAL S.A**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS  
FINANCIERS CONSOLIDES**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020**

Aux Actionnaires de

**CDG CAPITAL S.A**

Rabat

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020**

### **Audit des états financiers consolidés**

#### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CDG Capital et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.190.779, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 93.714.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 11 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie du Covid-19, sur la base des éléments disponible à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

<b>Questions clés de l'audit</b>	<b>Réponse d'audit</b>
<b>Évaluation des instruments financiers classés en niveau 2</b>	
<p>Comme indiqué au niveau des notes annexes 5.1.2 et 5.1.3 aux comptes consolidés, les instruments financiers classés en niveau 2 s'élèvent à 8.962.267 KMAD au 31 décembre 2020.</p> <p>L'estimation de la juste valeur de ces instruments financiers est déterminée selon les principes décrits au niveau de la note 3.1 « Instruments financiers » de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces instruments financiers constitue un point clé de l'audit, ces instruments financiers étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation en date de clôture.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du Groupe et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Examiner le dispositif de gouvernance autour des modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau du Groupe ;</li><li>- Tester par sondage l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2 ;</li><li>- Examiner les informations relatives à l'évaluation des instruments financiers présentées au niveau des annexes aux comptes consolidés.</li></ul>

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

## **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 29 mars 2021

## Les Commissaires aux Comptes

### DELOITTE AUDIT



Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C - Ivoire 3, La Marina  
Casablanca  
Tél: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34  
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

**Sakina Bensouda-Korachi**

**Associée**

### MAZARS AUDIT ET CONSEIL



MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
101, Boulevard Abdelmoumen  
20360 Casablanca  
Tél.: 05 22 42 34 25  
Fax: 05 22 42 34 00

**Taha Ferdaous**

**Associé**



# COMPTES CONSOLIDES - Au 31 DECEMBRE 2020

## NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES

### NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES

#### REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2020 est optionnelle.

#### BASES DE PRESENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

*Pour Identification*

### NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin décembre 2020, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2020		31/12/2019		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les

principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

## **NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

### **3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

#### **Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

#### **Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

#### **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
*Pour Identification*

**CDG CAPITAL**

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- **Niveau 1** : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- **Niveau 2** : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- **Niveau 3** : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

### **Actifs financiers au coût amorti**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
*Pour Identification*

### **Dépréciation des instruments financiers**

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la

comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.

- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

#### ***Augmentation significative du risque de crédit***

L'augmentation significative du risque de crédit est apprécié sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

#### ***Définition du défaut***

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

#### ***Mesure des pertes de crédit attendues***

Les pertes de crédit attendues sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

#### ***Informations prospectives***

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
Pour Identification

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 50% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 20% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 30%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

### **Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers**

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

## **3.2 IMMOBILISATIONS**

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

### ***Immobilisations incorporelles***

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
Pour Identification

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

### ➤ Immeubles et constructions :

		CATÉGORIE A	CATÉGORIE B	CATÉGORIE C	CATÉGORIE D
COMPOSANTS		Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
		Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
			Revêtement sol et mur intérieur	Pré câblage tél. & inf.	Ascenseurs
			Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
			Faux plafond		Stores
			Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
			Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
			Couvre joint de dilatation		Signalisation
			Aménagement extérieur		
DUREE D'UTILITE		70 ans	30 ans	15 ans	10 ans

### ➤ Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

### **Immeubles de placement**

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

## **3.3 CONTRATS DE LOCATION**

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

## **3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES**

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
Pour Identification

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

### 3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

### 3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

### 3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## **NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS**

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification*

**NOTE 5 À 12 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ**

31/12/2020

5.1

En milliers de dirhams

ACTIF	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	73 027	21 636
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	7 215 827	5 865 792
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		6 702 718	5 253 132
Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat		513 109	612 661
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 176 617	2 173 668
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 127 344	2 124 394
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		49 274	49 274
Titres au coût amorti	5.1.4	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	710 951	772 919
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	739 330	384 650
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		4 871	5 594
Actifs d'impôt différé		17 106	6 274
Comptes de régularisation et autres actifs		821 022	865 834
Actifs non courants destinés à être cédés	5.1.7	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	5.1.8	92 890	61 911
Immobilisations incorporelles	5.1.9	58 000	46 083
Ecart d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>12 007 876</b>	<b>10 302 595</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

31/12/2020

5.2

PASSIF	Notes	En milliers de dirhams	
		31/12/2020	31/12/2019
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	42 524	64 233
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		42 524	64 233
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	4 723 759	3 338 889
Dettes envers la clientèle	5.2.3	1 550 452	1 480 906
Titres de créance émis	5.2.4	1 926 197	1 714 786
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		45 834	41 482
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 524 471	2 487 172
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	3 861	2 775
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		-	-
Capitaux propres		1 190 779	1 172 351
Capitaux propres part du groupe		1 190 779	1 172 351
Capital et réserves liées		930 000	780 000
Réserves consolidées		174 222	305 397
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(7 157)	(4 449)
Résultat net de l'exercice		93 714	91 402
Intérêts minoritaires		-	-
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>12 007 876</b>	<b>10 302 595</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

	31/12/2020		31/12/2019	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	370	-	370	-
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	72 656	-	21 265	-
<b>Total</b>	<b>73 027</b>	<b>-</b>	<b>21 636</b>	<b>-</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2020			31/12/2019			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>							
Bons du Trésor	-	6 702 718	-	6 702 718	-	5 253 132	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	4 483 407	-	4 483 407	-	4 070 989	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	2 110 455	-	2 110 455	-	1 060 725	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat</b>	379 492	132 205	1 412	513 109	479 185	132 644	832
<b>Total</b>	379 492	6 634 923	1 412	7 215 827	479 185	5 385 776	832

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

	31/12/2020			31/12/2019				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*</b>								
<b>Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>								
Bons du Trésor	-	2 127 344	-	2 127 344	-	2 124 394	-	2 124 394
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	527 190	-	527 190	-	340 098	-	340 098
<b>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>								
	-	1 600 153	-	1 600 153	-	1 784 296	-	1 784 296
<b>Total</b>	-	2 127 344	49 274	2 176 617	-	2 124 394	49 274	2 173 668

\*JVOCI: Juste valeur par capitaux propres

	31/12/2020			31/12/2019				
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9</b>								
<b>Encours bruts</b>	2 086 081	56 832	-	2 142 913	2 132 895	-	-	2 132 895
<b>Dépréciations</b>	11 261	4 309	-	15 569	8 501	-	-	8 501
<b>Net</b>	2 074 820	52 523	-	2 127 344	2 124 394	-	-	2 124 394

\*JVOCI: Juste valeur par capitaux propres

## 5.1.4

## Titres au coût amorti

	31/12/2020				31/12/2019			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9</b>								
Encours bruts	-	-	50 000	50 000	-	-	50 000	50 000
Dépréciations	-	-	50 000	50 000	-	-	50 000	50 000
Net	-	-	-	-	-	-	-	-

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## 5.1.5

## Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

	31/12/2020	31/12/2019
<b>A vue</b>	<b>191 219</b>	<b>231 536</b>
Comptes ordinaires	191 219	231 536
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
<b>A terme</b>	<b>522 918</b>	<b>544 103</b>
Prêts et comptes à terme	513 424	433 333
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	100 000
Créances rattachées	9 494	10 769
<b>Encours bruts</b>	<b>714 137</b>	<b>775 639</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>3 185</b>	<b>2 720</b>
<b>Encours nets</b>	<b>710 951</b>	<b>772 919</b>

	31/12/2020			31/12/2019				
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9</b>								
<b>Encours bruts</b>	714 137	-	-	714 137	775 639	-	-	775 639
<b>Dépréciations</b>	3 185	-	-	3 185	2 720	-	-	2 720
<b>Net</b>	710 951	-	-	710 951	772 919	-	-	772 919

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification



5.1.7

Comptes de régularisation et autres actifs

	31/12/2020	31/12/2019
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 224	1 590
Créances fiscales	190 497	162 070
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	50 796	43 830
Débiteurs divers	566 323	641 331
Comptes de liaison	11 182	17 012
<b>Total</b>	<b>821 022</b>	<b>865 834</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2019	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 31/12/2020
Terrains et constructions	38 028	875	-	38 903
Matériel, outillage et transport	5 742	661	25	6 378
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	57 286	4 045	17	61 314
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	254	277	-	530
Droits d'utilisation	54 658	54 386	30 776	78 269
Total	155 968	60 244	30 818	185 393

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 31/12/2020
Terrains et constructions	21 223	2 550	3	23 769
Matériel, outillage et transport	2 927	846	25	3 748
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	40 534	5 600	17	46 118
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	29 372	6 594	17 098	18 868
Total	94 057	15 590	17 143	92 503

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2019	Valeurs nettes au 31/12/2020
Terrains et constructions	16 805	15 134
Matériel, outillage et transport	2 815	2 630
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	16 752	15 196
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	254	530
Droits d'utilisation	25 286	59 401
Total valeurs nettes	61 911	92 890

Droits d'utilisation	31/12/2019	31/12/2020
Immobilier		
Valeurs brutes	54 658	78 269
Amortissements & dépréciations	29 372	18 868
Valeurs nettes	25 286	59 401
Matériel, outillage et transport		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements & dépréciations	-	-
Valeur nette	-	-
Total valeurs nettes	25 286	59 401

5.1.9

**Immobilisations incorporelles**

	Valeurs brutes au 31/12/2019	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 31/12/2020
Valeurs brutes	117 778	27 474	2 534	-	142 719
Amortissements	71 696		-	13 023	84 719
Valeurs nettes	46 083	27 474	2 534	13 023	58 000

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
Pour Identification

## Ecart d'acquisition

	31/12/2019	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2020
<b>Valeurs brutes</b>	<b>98 235</b>	-	-	-	-	<b>98 235</b>
CDG Capital Gestion	93 424					93 424
CDG Capital Bourse	4 802					4 802
CDG Capital Real Estate	9					9
<b>Cumul des pertes de valeur</b>	<b>-</b>	-	-	-	-	<b>-</b>
CDG Capital Gestion	-					-
CDG Capital Bourse	-					-
CDG Capital Real Estate	-					-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>98 235</b>	-	-	-	-	<b>98 235</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2020			31/12/2019			Total	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2		Niveau 3
Portefeuille de transaction	-	42 524	-	42 524	-	64 233	-	64 233
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	42 524	-	42 524	-	64 233	-	64 233

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		31/12/2020	31/12/2019
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	-	<b>4 495</b>	<b>122 016</b>	<b>1 173</b>	<b>127 684</b>	<b>61 292</b>
<b>Valeurs données en pension</b>	<b>1 722 793</b>	-	-	-	<b>1 722 793</b>	<b>2 278 264</b>
- au jour le jour	-	-	-	-	-	501 779
- à terme	1 722 793	-	-	-	1 722 793	1 776 485
<b>Emprunts de trésorerie</b>	-	<b>169 191</b>	<b>2 640 000</b>	-	<b>2 809 191</b>	<b>970 063</b>
- au jour le jour	-	-	2 640 000	-	2 640 000	970 063
- à terme	-	169 191	-	-	169 191	-
<b>Emprunts financiers</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Intérêts courus à payer</b>	<b>286</b>	<b>79</b>	<b>114</b>	-	<b>479</b>	<b>501</b>
<b>Autres dettes</b>	-	<b>2 942</b>	-	-	<b>2 942</b>	-
<b>Dettes locatives</b>	-	<b>60 669</b>	-	-	<b>60 669</b>	<b>28 769</b>
<b>Total</b>	<b>1 723 079</b>	<b>237 376</b>	<b>2 762 130</b>	<b>1 173</b>	<b>4 723 759</b>	<b>3 338 889</b>

	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
<b>Variation des dettes locatives</b>				
<b>Dettes locatives</b>	<b>54 658</b>	<b>54 386</b>	<b>30 776</b>	<b>78 269</b>
<b>Amortissements</b>	<b>25 889</b>	<b>6 254</b>	<b>14 543</b>	<b>17 600</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>28 769</b>	<b>48 133</b>	<b>16 233</b>	<b>60 669</b>

## 5.2.3

## Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé		Total	Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
Comptes à vue créditeurs	56 694	249 725	245 072	173 461	724 952	599 569
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	560 406	-	2 000	562 406	504 907
Valeurs données en pension		-			-	129 975
Autres comptes créditeurs	198 439	5 461	50 572	-	254 472	237 531
Intérêts courus à payer	-	8 598	24	-	8 622	8 925
<b>Total</b>	<b>255 133</b>	<b>824 190</b>	<b>295 668</b>	<b>175 461</b>	<b>1 550 452</b>	<b>1 480 906</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## Titres de créances émis

	31/12/2019	Augmentation	Diminution	31/12/2020
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	1 714 786	1 351 800	1 140 389	1 926 197
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 714 786</b>	<b>1 351 800</b>	<b>1 140 389</b>	<b>1 926 197</b>

## 5.2.5

## Comptes de régularisation et autres passifs

	31/12/2020	31/12/2019
Opération diverses sur titres	2 263 911	2 137 767
Sommes dues à l'Etat	89 427	112 800
Clients avances et acomptes	2 700	2 642
Charges à payer	33 270	27 899
Dividendes à payer	-	-
Autres passifs	135 163	206 065
<b>Total</b>	<b>2 524 471</b>	<b>2 487 172</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

5.2.6

## Provisions

Provisions	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	2 775	2 550	1 464	3 861
<b>Total</b>	<b>2 775</b>	<b>2 550</b>	<b>1 464</b>	<b>3 861</b>

Ventilation des provisions	31/12/2019	31/12/2020
Court terme	2 775	3 861
Long terme	-	-
<b>Total</b>	<b>2 775</b>	<b>3 861</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ		En milliers de dirhams	
	Notes	31/12/2020	31/12/2019
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	122 557	105 205
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(145 891)	(145 948)
<b>MARGE D'INTERET</b>		<b>(23 335)</b>	<b>(40 743)</b>
+ Commissions (produits)	6.2	180 394	164 039
- Commissions (charges)	6.2	(8 141)	(5 132)
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>		<b>172 254</b>	<b>158 907</b>
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	128 518	109 513
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	12 182	10 447
+ Produits des autres activités	6.5	127 674	148 205
- Charges des autres activités	6.5	(23 916)	(29 640)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>393 378</b>	<b>356 689</b>
- Charges générales d'exploitation	6.6	(197 539)	(186 842)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(24 805)	(23 609)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>171 034</b>	<b>146 238</b>
Coût du risque	6.8	(15 716)	957
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>155 318</b>	<b>147 195</b>
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		227	317
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>155 545</b>	<b>147 513</b>
- Impôt sur les résultats	6.9	(61 831)	(56 110)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>93 714</b>	<b>91 402</b>
Intérêts minoritaires		-	-
<b>RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE</b>		<b>93 714</b>	<b>91 402</b>
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	10,08	11,72
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	10,08	11,72
<b>RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	Notes	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>93 714</b>	<b>91 402</b>
Écarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		(2 708)	(9 268)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôts			
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>(2 708)</b>	<b>(9 268)</b>
<b>RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>91 006</b>	<b>82 134</b>
Dont Part du Groupe		91 006	82 134
Dont Part des minoritaires		-	-

	31/12/2020	31/12/2019
Sur opérations avec les établissements de crédits	28 147	19 543
Sur opérations avec la clientèle	20 988	21 546
Intérêts courus et échus sur titres	72 004	63 209
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	1 418	907
<b>Produits d'intérêt</b>	<b>122 557</b>	<b>105 205</b>
Sur opérations avec les établissements de crédits	30 932	44 360
Sur opérations avec la clientèle	55 302	58 857
Sur dettes représentées par titres	57 562	37 665
Sur dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	2 096	5 066
<b>Charges d'intérêt</b>	<b>145 891</b>	<b>145 948</b>

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
Pour Identification

## Commissions

	31/12/2020			31/12/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	158 027	4 950	153 078	143 888	3 532	140 356
Prestations et services pour conseils financiers	21 678	-	21 678	18 701	-	18 701
Autres	690	3 191	(2 502)	1 449	1 600	(151)
<b>Produits et charges nets des commissions</b>	<b>180 394</b>	<b>8 141</b>	<b>172 254</b>	<b>164 039</b>	<b>5 132</b>	<b>168 907</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Dividendes reçus	-	529
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	137 969	94 387
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	(10 043)	22 377
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	593	(7 780)
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
<b>Gains ou pertes nets</b>	<b>128 518</b>	<b>109 513</b>

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
*Pour Identification*

## Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2020	31/12/2019
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	12 182	10 447
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	12 182	10 447

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## Résultat des autres activités

	31/12/2020	31/12/2019
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	103 758	118 565
<b>Produits et charges nets des autres activités</b>	<b>103 758</b>	<b>118 565</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

6.6

## Charges générales d'exploitation

	31/12/2020	31/12/2019
Charges de personnel	126 858	123 282
Impôts et taxes	3 246	3 144
Services extérieurs et autres charges	67 435	60 415
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>197 539</b>	<b>186 842</b>

## Charges du personnel

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Charges du personnel</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Salaires et appointements	53 405	44 816
Primes et indemnités	56 586	60 887
Charges d'assurances sociales, et de retraite	11 963	11 657
Autres charges de personnel	4 904	5 922
<b>Total</b>	<b>126 858</b>	<b>123 282</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## Amortissements et dépréciations des immobilisations

	31/12/2020	31/12/2019
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	15 590	14 685
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	13 023	8 924
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	(3 808)	-
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations</b>	<b>24 805</b>	<b>23 609</b>

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL*  
*Pour Identification*

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>12 010</b>	<b>100</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	4 941	100
Provisions pour dépréciation des titres	7 069	-
Provisions pour risques	-	-
<b>Reprises sur provisions</b>	<b>1 464</b>	<b>1 057</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	-
Provisions pour dépréciation des titres	-	890
Provisions pour risques	1 464	168
<b>Variation des provisions</b>	<b>10 546</b>	<b>(957)</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	5 171	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>15 716</b>	<b>(957)</b>

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL*  
*Pour Identification*

6.9

Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/2020	31/12/2019
Charge d'impôts courants	71 915	52 967
Charge d'impôts différés	(10 084)	3 143
Charge d'impôts de la période	61 831	56 110

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat Net Part du Groupe	93 714	91 402
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	7 800 000
Résultat par action en dirhams	10,08	11,72

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL*  
*Pour Identification*

## ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de dirhams

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Engagements de financements et de garantie donnés</b>	<b>62 974</b>	<b>1 421 520</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>	-	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>62 309</b>	<b>166 832</b>
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	16 344	166 832
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	45 965	-
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>665</b>	<b>1 254 688</b>
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	665	1 254 688
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de financements et de garantie reçus</b>	<b>500 000</b>	<b>509 438</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	-	<b>9 438</b>
- Garanties de crédits	-	9 438
- Autres garanties reçues	-	-
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	-	-
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

	En milliers de dirhams								
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2019	780 000	-	-	396 800	8 782	(13 230)	1 172 351	-	1 172 351
Changement de méthodes comptables	-	-	-	(2 618)	-	-	(2 618)	-	(2 618)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2020</b>	<b>780 000</b>	-	-	<b>394 182</b>	<b>8 782</b>	<b>(13 230)</b>	<b>1 169 733</b>	-	<b>1 169 733</b>
Opérations sur capital	150 000	-	-	-	-	-	150 000	-	150 000
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(219 960)	-	-	(219 960)	-	(219 960)
<b>Résultat de l'exercice au 31 Décembre</b>	-	-	-	<b>93 714</b>	-	-	<b>93 714</b>	-	<b>93 714</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	(D)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	(E)	-	-	-	(2 708)	-	(2 708)	-	(2 708)
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat	(F)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains ou pertes latents ou différés</b>	<b>(D) + (E) + (F)</b>	-	-	-	<b>(2 708)</b>	-	<b>(2 708)</b>	-	<b>(2 708)</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2020	930 000	-	-	267 935	6 074	(13 230)	1 190 779	-	1 190 779

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers de dirhams

FLUX DE TRESORERIE		31/12/2020	31/12/2019
1. Résultat avant impôts	(A)	155 545	147 513
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		24 805	23 609
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		0	0
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		10 529	(809)
5. +/- Dotations nettes aux provisions		(1 464)	(924)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		0	0
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		0	0
8. +/- Produits/charges des activités de financement		0	0
9. +/- Autres mouvements		(2 377)	(1 847)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	(B)	31 492	20 029
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés		1 414 472	377 703
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		(289 610)	(725 276)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(1 163 282)	(1 135 750)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(25 105)	1 407 680
15. - Impôts versés		(72 123)	(53 749)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	(C)	(135 648)	(129 391)
17. FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE ( Total des éléments A, B et C)	(D)	51 389	38 151
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		0	0
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		0	0
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(36 748)	(59 350)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	(E)	(36 748)	(59 350)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(69 960)	(80 000)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		0	0
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	(F)	(69 960)	(80 000)
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		0	0
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)		(55 319)	(101 199)
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		31/12/2020	31/12/2019
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE		191 880	293 079
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)		21 636	274 710
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		170 244	18 369
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE		136 561	191 880
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)		73 027	21 636
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		63 535	170 244
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		(55 319)	(101 199)

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net de l'ensemble consolidé	93 714	91 402
Impôts exigibles (IS)	71 915	52 967
Impôts différés	(10 084)	3 143
Total charge fiscale consolidée IFRS	61 831	56 110
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	155 545	147 513
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	40%	38%
Montant de différences de taux mère/filiale	2 650	(1 531)
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée	64 481	54 580
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

## Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2019	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2020
Impôts différés actifs	6 274	(10 084)	20 916	17 106
Impôts différés passifs	-	-	-	-
<b>Impôts différés actifs / passifs</b>	<b>6 274</b>	<b>(10 084)</b>	<b>20 916</b>	<b>17 106</b>

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL*  
*Pour Identification*

I- DATATION	
• Date de clôture de l'exercice :	31/12/2020
• Date d'établissement des états de synthèse :	11-mars-21
II. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2020	
NÉANT	

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification*

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2017 à 2020 ne sont pas prescrits.

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2017 à 2020 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes. Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL*  
*Pour Identification*

## NOTE 13 : RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

### 1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

#### 1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

#### 1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

##### 1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a organisé un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de crédit/engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité de Crédit (CdC) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de crédit/engagement/exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le CGR est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
  - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse

des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et de la décision du CdC ou du CGR. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.

- Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
  - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
  - Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier.
  - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
  - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
  - Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises.
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel.

L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un événement d'alerte.

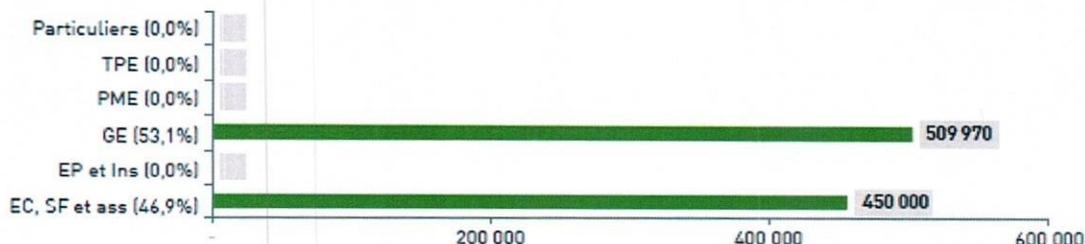
Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la DGGR a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

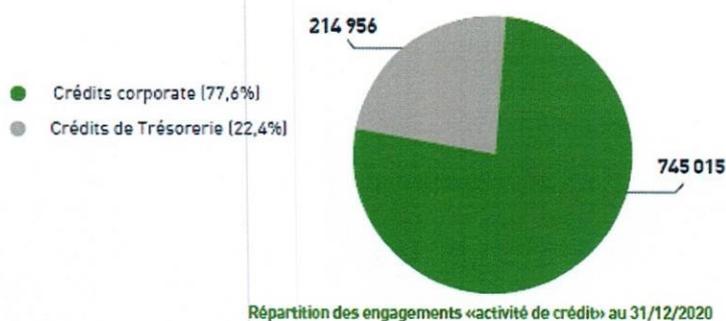
**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
Pour Identification

## 1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin Décembre 2020 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 31/12/2020

## 1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## 1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

## 1.5 RISQUE DE MARCHÉ

- **Le risque de marché représente le risque de pertes liées à la variation des paramètres de marché notamment :**
  - **les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
  - **les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
  - **les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
  - **les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).
- **Modèle interne du risque de marché**

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

- **Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres**

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

A fin décembre 2020, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

## 1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2020, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de **4,20%** des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'un déplacement parallèle de la courbe de taux de 200 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant 2020, avec un niveau minimum de **117%** à fin décembre 2020.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

## 1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
Pour Identification

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

- **Sécurité de l'information**

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
  - Sécurité réseau ;
  - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

- **La surveillance des pertes internes**

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de la banque. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc.) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

## 1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2013, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2014 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA de la filiale casablancaise CDG Capital Gestion.

L'exercice 2020 a été marqué principalement par l'activation du PCA Pandémie CDG Capital en date du 15 mars 2020.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

La gestion de crise Covid-19 a été placée au centre des actions programmées courant de l'année 2020.

## **2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES**

### **2.1 Dispositif de gestion du capital**

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- 1) La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- 2) La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- 3) Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- 4) Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

### **2.2 Composition des fonds propres**

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2020, les fonds propres prudentiels de CDG Capital aussi bien sur base individuelle que consolidée sont composés de **96%** des fonds propres de catégorie 1.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

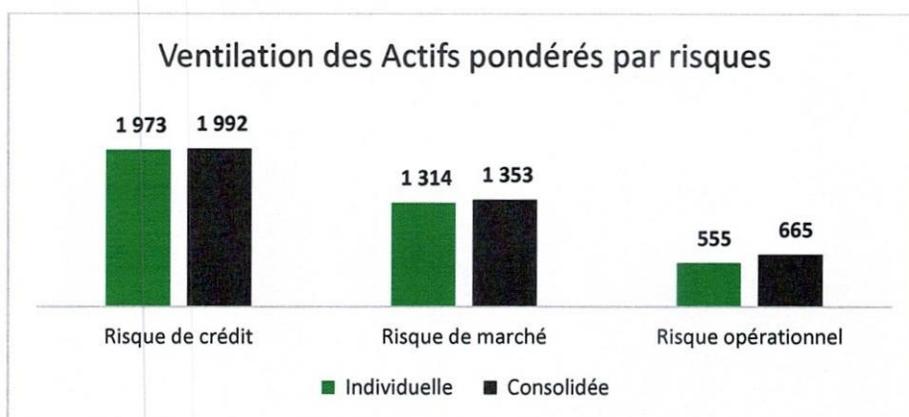
A fin décembre 2020, les fonds propres prudeniels sur base sociale s'établissent à **920 Mdhs**, contre **987 Mdhs** sur base consolidée.

### 2.3 Actifs pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risques de marché et risque opérationnel

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

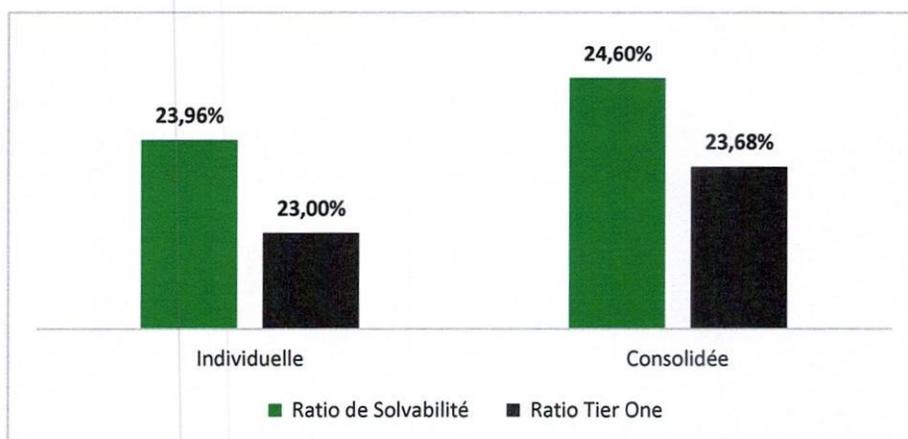
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2020 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



### 2.4 Ratio des fonds propres de base et Solvabilité

A fin décembre 2020, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

### 1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

### 2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La première ligne de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

La deuxième ligne de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La troisième ligne de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

### **3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE**

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

### **4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE**

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification*